



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 18/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALTOM**

1 rue des Domaines de Beaulieu  
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20241218-RAP-63-1277-Inspection-ISDND-Puy-Long  
Code AIOT : 0005601635

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement VALTOM implanté chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**L'inspection a été réalisée de manière inopinée.**

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALTOM
- chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m<sup>3</sup> pour une durée de vie de 13 ans.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Vidéosurveillance sur les ISDND	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Déchets réceptionnés	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.2 et 1.2.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion risque incendie	Arrêté Ministériel du 16/02/2015, article 16-VI	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.7.2	Sans objet
5	dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.4.1	Sans objet
6	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.3	Sans objet
7	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.1	Sans objet
8	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.2	Sans objet
9	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.3	Sans objet
10	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.4	Sans objet
12	Mise en service de la WAGABOX	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.6.a	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée de manière inopinée. Son objectif principal était de vérifier la conformité des déchets acceptés sur site.

Aucun apport non conforme n'a été identifié durant cette opération. Cependant, certains apports de déchet en "sacs", ne permettait pas de vérifier la conformité et doivent donc être proscrits.

Par ailleurs, la vidéosurveillance mise en service mi 2024 n'était pas fonctionnelle. Plusieurs évolutions sont nécessaires pour rendre celle-ci exploitable. De plus, suite au passage de l'exploitation du casier 2 au casier 3, intervenu mi-novembre, les caméras thermiques n'avaient pas été transférées sur la zone en cours d'exploitation.

Enfin, la mise en service de la WAGABOX (injection sur le réseau biogaz) doit intervenir prochainement. Dans ce cadre, la protection contre les chocs des canalisations sensibles est à renforcer.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Vidéosurveillance sur les ISDND

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vidéosurveillance sur les ISDND
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.
<b>Constats :</b>  La vidéo surveillance des apports (AGEC) a été mise en service en juin 2024 (cependant, la consultation a montré que seules les images postérieures au 02/08/2024 sont consultables). Elle comprend 4 caméras. Le jour de l'inspection, <b>les caméras étaient orientées sur le casier 2 et ses accès alors que le site exploite le casier 3 depuis la mi-novembre 2024.</b> Une intervention (DEF / INFRACITY) devant modifier le placement des caméras va débuter le 12/12/24. Par sondages, deux extractions du registre des apports ont été effectuées à la demande de l'inspection afin de consulter les images relatives à ces apports : l'une porte sur les apports de la société SRV-Vacher et l'autre sur la période du 15/09 au 04/10/24, correspondant à la période du dernier arrêt technique de VERNEA. Sur l'extraction des apports de la société SRV VACHER, les 4 apports suivants ont été sélectionnés par sondage : - 31/07/24 - 10h39 (heure de sortie) - camion immatriculé GQ246KW : <b>pas de vidéos avant le 02/08 (Cf. précédent) ;</b> - 24/10/24 - 08h23 - camion immatriculé DD905DB : <b>vidage non visible sur les vidéos du fait d'une mauvaise orientation des caméras ;</b> - 17/09/24 - 11h40 - camion immatriculé GK613ZP : visibilité réduite mais le vidage a montré la présence de quelques cartons sans remettre en cause pour autant la classification des déchets vidés en RTDAE ; - 03/12/21 - 11h28 - camion immatriculé GM369MK : <b>vidage non visible sur les vidéos du fait d'une mauvaise orientation des caméras et du contre-jour.</b> La fiche d'information préalable (FIP) n°46 a été consultée et n'appelle pas de commentaire particulier. Sur l'extraction des apports sur la période du 15/09 au 04/10, les 4 apports suivants ont été sélectionnés par sondage : - 04/10/24 - 12h14 - apport VEOLIA (collecte pro) - camion immatriculé DF341NX - FIP n°345 présentée avec code 20 03 01 - déchets municipaux en mélange) : <b>vidage non visible sur les vidéos du fait d'une mauvaise orientation des caméras ;</b> - 19/09/24 - 8H28 - apport SUEZ (Intermarché Le Cendre ISOMA) dans le cadre d'un détournement de VERNEA - camion immatriculé GY225DB : la vidéo permet de visualiser le vidage comprenant des cartons et plastiques en mélange. Déchets autorisés sur l'ISDND durant les arrêts techniques et conformes à la FIP n°320 présentée en séance (code 20 03 01 - déchets municipaux en mélange - figurant sur la FIP) ; - 03/10/24 - 11h37 - apport provenant du Leclerc Le Brézet - camion immatriculé GX258JK - FIP n°127 pour un code déchet 20 03 03 - déchets de nettoyage des rues (déversement de déchets par les agriculteurs) : <b>vidage non visible sur les vidéos du fait d'une mauvaise orientation des caméras ;</b>

<p>- 25/09/24 - 15h25 - apport provenant de la Laiterie de La Montagne - camion immatriculé GT434WW - FIP n°132 pour des déchets répondant au code 02 05 01 (déchets provenant de l'industrie des produits laitiers - matières impropres à la consommation ou à la transformation) : <b>vidange visible mais déchets non identifiables du fait de l'éloignement de la vidange par rapport à la caméra.</b></p> <p><b>Conclusions du point de contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vidéosurveillance en direct non fonctionnelle le jour de l'inspection ;</li> <li>- vidanges non visibles sur certains apports du fait de la mauvaise orientation des caméras ou de leur éloignement trop important ;</li> <li>- pas de lecture de plaque.</li> </ul> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre, sous 3 mois, les dispositions nécessaires pour rendre opérationnel la vidéosurveillance et permettra la visualisation correcte de chaque apport ainsi que la lecture de plaque ;</li> <li>- transmettre, sous 3 mois, les consignes auprès des apporteurs afin de limiter les apports de déchets non conformes aux seuils imposés par la réglementation ;</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
--

## N° 2 : Déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.2 et 1.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets autorisés et interdits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Déchets admissibles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ordures ménagères résiduelles, déchets de marché, déchets de nettoyage des rues, admissibles jusqu'au 31 décembre 2013 ou, au-delà de cette date, uniquement en cas d'arrêt technique du pôle Vernea;</li> <li>- À partir du 1er janvier 2014, les ordures ménagères résiduelles, déchets de marché, déchets de nettoyage des rues ayant subi préalablement une stabilisation ;</li> <li>-les déchets non-dangereux non valorisables issus du pôle VERNEA ;</li> <li>-les déchets issus de déchèteries qui n'auront pas pu être séparés en vue de leur valorisation et les refus de centres de tri,</li> <li>-les boues et autres déchets de station d'épuration des eaux, d'assainissement, de dragage, curage et d'usine de production d'eau potable non valorisables,</li> <li>-les déblais, terres et gravats, et autres déchets inertes non valorisables,</li> <li>-les déchets de construction ou démolition non dangereux et non valorisables,</li> <li>-les déchets verts non valorisables,</li> <li>-les déchets d'origine agricole ne présentant pas de danger pour la santé humaine et l'environnement,</li> <li>-les mâchefers non dangereux résultant de l'incinération des ordures ménagères,</li> <li>-les déchets d'activité économique non dangereux non susceptibles d'être traités (notamment par extraction de -leur part valorisable ou par réduction de leur caractère polluant ou dangereux) dans les conditions techniques et économiques du moment. Notamment, ces déchets auront dû être triés à la source chez le producteur ou groupement de producteur, ou être issus d'un centre de tri autorisé à les recevoir ou d'une déchèterie autorisée dédiée à ces déchets.</li> <li>-les autres déchets industriels non dangereux et non valorisables (résidus de broyage automobile, sables de fonderie, ...).</li> <li>-les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante stockés dans un casier dédié.</li> </ul> <p>Les déchets qui ne peuvent être admis dans l'installation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-déchets dangereux définis à l'article R 541-8 du Code de l'Environnement, sauf déchets de</li> </ul>

matériaux de construction contenant de l'amiante visé ci-dessus, »

- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.),
- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB,
- déchets d'emballages visés par les articles R 543-66 et suivants du Code de l'Environnement,
- déchets qui, dans les conditions d'enfouissement en site de stockage, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions de l'annexe I de l'art R 541-8 du Code de l'Environnement,
- Déchets dangereux des ménages collectés séparément,
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- les pneumatiques usagés,
- les déchets de plâtre (excepté les quantités négligeables de plâtre mélangées à d'autres déchets).

-À partir du 1er janvier 2014 : les déchets ménagers et assimilés n'ayant pas fait l'objet d'un pré-traitement sauf en cas d'arrêt technique du pôle VERNEA.

Il est par ailleurs interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admissions des déchets.

#### Constats :

Durant le visionnage des vidéos enregistrées le 25/09 à 15h44, le vidage d'une collecte professionnel effectuée par SUEZ a été observé. **Les déchets vidés étaient contenus dans des sacs poubelle ne permettant pas leur identification.**

Sur la zone d'exploitation, la vidange d'une benne de refus de tri de DAE provenant du centre de tri SRV Vacher à Polignac (43) a été observée. Des déchets non conformes étaient présents de manière diffuse (papier, carton, OMr, bois, plastiques...), sans pour autant remettre en cause les critères d'acceptation hormis la présence de quelques déchets d'emballage de produits dangereux.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**- interdire, sous 1 mois, tout apport de déchets en sac.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Détection de déchets radioactifs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure prend en compte la circulaire du 30 juillet 2003 et identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique. Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait

<p>réaliser une analyse par spectrométrie des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément. Une procédure pourra être mise en place avec le SDIS.</p> <p>La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radio-élément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'ANDRA de venir prendre en charge le déchet.</p> <p>En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.</p> <p>L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite au déclenchement du portique radioactivité sur l'ISDND de Puy-Long le 08/08/24, une intervention par la société Onet a été effectuée le 21/08 pour identifier et isoler le déchet. Le rapport correspondant a été remis en séance.</p> <p>Il s'agit de morceaux de minerai d'uranium mélangés avec des briques.</p> <p>Une deuxième intervention a été nécessaire car certains éléments étaient inaccessibles lors de l'intervention du 21/08. Le rapport associé sera transmis à la DREAL ultérieurement.</p> <p>Le container de stockage des déchets conditionnés a été observé. Celui-ci est situé sur l'aire à proximité des anciens moteurs de valorisation du biogaz. Il est équipé d'une détection incendie et d'une ventilation naturel opéré par des grilles situées sur 2 faces opposées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Gestion risque incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/02/2015, article 16-VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouvelles dispositions applicables à partir du 01/07/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 03/09/2024, le VALTOM a indiqué que le dispositif de détection incendie par caméra thermique était en fonctionnement depuis la fin du mois de juin 2024.</p> <p>Les détails techniques de l'installation et de son fonctionnement ont été fournis par courrier électronique du 02/10/2024. La fiche technique de la caméra thermique installée précise que chaque caméra thermique dispose d'une portée de 500m.</p> <p>Selon l'exploitant, cette portée est largement suffisante du fait de la configuration du casier (éloignement maximum de 250m).</p>

<p>Le jour de l'inspection les caméras thermiques n'étaient pas installées sur la zone d'exploitation du casier 3 (mis exploitation depuis la mi-novembre).</p> <p>Lors des échanges avec le VALTOM portant sur la mise en service du casier 3, il avait été indiqué par courrier électronique du 14/08/23 qu'une fois le passage sur le C3, le contrôle thermique caméra serait en place.</p> <p><b>La présente inspection a montré que ce n'était pas le cas.</b></p> <p>VEOLIA a indiqué que les rondes étaient intensifiées pour contrôler le casier 3 le temps que le contrôle caméra reste sur le casier 2.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>- Mettre en place les caméras thermiques sur le casier 3 sous 15 jours et intensification des rondes dans l'attente (avec enregistrement des CR de chacune des rondes effectuées dans ce cadre).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 5 : dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Activité MTABATIK</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rétentions et confinement</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir,</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires ou de ruissellement.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</p> <p>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</p> <p>dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection de la zone dédiée à l'activité de METABATIK n'a pas mis en évidence de stockage de produits liquides type peinture ou résine.</p> <p><b>L'attention des responsables de la zone devra être attirée sur les radiateurs à bain d'huile, lesquels sont susceptibles de contenir des PCB et ne doivent donc pas être stockés sur le site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 6 : Mise en service de la WAGABOX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement oxydateur
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de destruction du biogaz, ainsi que l'oxydateur thermique utilisé dans le cadre de l'exploitation de l'unité d'épuration de biogaz, sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température et font l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.
<b>Constats :</b> La nouvelle torchère (VALTOM) et l'oxydateur thermique de la WAGABOX (WAGAENERGY) n'étaient pas en fonctionnement le jour de l'inspection du fait de tests d'injection réalisés par GrDF (début de l'injection prévue semaine 51).  L'oxydateur thermique a fait l'objet d'une montée en température jusqu'à 850°C sans anomalies. Sa plage de fonctionnement sera comprise entre 900 et 1250°C.  Le panneau de contrôle de la torchère indique que la consigne de température est fixée à 950°C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mise en service de la WAGABOX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel est implantée suffisamment loin de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables afin d'éviter tout effet domino.
<b>Constats :</b> La zone d'implantation de la WAGABOX est conforme au dossier de porter-à-connaissance dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Mise en service de la WAGABOX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de valorisation du biogaz sont efficacement clôturées et leur accès interdit à toute personne non habilitée par l'exploitant. Leur accès pour les engins de lutte contre l'incendie est facilité par la mise en place d'une serrure déverrouillable à l'aide d'un triangle femelle de 11 mm ainsi que des plans du site mis à disposition des personnels intervenants. Leur desserte est assurée par des voies stabilisées répondant aux caractéristiques suivantes d'une voie engin : largeur de 3 m, bandes réservées au stationnement exclues, force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum, rayon intérieur R supérieur ou égal à 11 m, sur-largeur $S = 15 / R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R étant exprimés en mètres), hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 m,

<p>pente inférieure à 15 %.</p>
<p><b>Constats :</b>  La zone WAGABOX n'est pas clôturée (installation pas encore mise en service).  <b>Si le VALTOM envisage de ne pas mettre de clôture autour de l'unité, il devra proposer à l'inspection une solution alternative à cette clôture (limitation d'accès, protection contre les chocs,...).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Mise en service de la WAGABOX**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>S'agissant de l'unité d'épuration du biogaz et de réinjection, les matériels électriques doivent être installés conformément à la réglementation relative aux matériels électriques installés dans des emplacements présentant des risques d'explosion.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'éclairage installé dans le local principal est ATEX.  Les justificatifs relatifs au zonage et à l'ensemble du matériel ATEX installé doivent être tenus à disposition de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Mise en service de la WAGABOX**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conduite des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)  La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p>
<p><b>Constats :</b>  Deux extracteurs sont installés dans le conteneur de l'unité d'épuration membranaire, un en partie basse et un au-dessus. Au minimum, 1 des deux est toujours en fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Mise en service de la WAGABOX**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation en combustible</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.  L'alimentation générale amont en biogaz des installations de valorisation est munie d'une vanne manuelle de barrage afin de permettre en toute circonstance l'interruption de cette alimentation.</p>

<p>Les positions « ouvertes »/ « fermées » de la vanne sont clairement identifiées.</p> <p>La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les alimentations générales amont en biogaz, provenant du méthaniseur de VERNEA et de l'ISDND, sont munies d'une vanne manuelle « quart de tour » de barrage. Les positions « ouvertes » des vannes sont orientées dans l'axe de la canalisation.</p> <p>La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par plusieurs vannes automatiques redondantes, placées en série sur les conduites d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies à des capteurs de détection de gaz (situés dans le conteneur de l'unité d'épuration membranaire) et à deux pressostats.</p> <p>Le compte-rendu du test de la chaîne de coupure sera à fournir à l'inspection avant la mise en service.</p> <p>Un organe de coupure rapide (vanne manuelle « quart de tour ») équipe l'oxydateur et la torchère et sont situés à proximité de ces deux équipements.</p> <p>Les canalisations situées en partie « nord » de la WAGABOX, où est installée la cuve d'azote liquide, <b>ne sont pas protégées contre les chocs</b>, sachant que cette zone est exposée à ce risque (dépotage de l'azote liquide + parking véhicules légers).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous 3 mois, protéger contre les chocs les canalisations situées à côté de la zone de dépotage de l'azote liquide et du parking de l'unité ;</li> <li>- fournir le compte-rendu du test de la chaîne de coupure de l'alimentation avant la mise en service.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 12 : Mise en service de la WAGABOX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.3.3.6.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de gaz, détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Le conteneur de l'unité d'épuration membranaire est équipé d'au moins deux détecteurs de gaz (un de méthane et d'oxygène) judicieusement répartis.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux détecteurs de gaz (un de méthane et d'oxygène) dans le conteneur de l'unité d'épuration membranaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>